

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201361]

6 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne et projet d'accord de coopération remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne

Rapport au Gouvernement

Le 6 février 2013, était publié au *Moniteur belge* l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Région wallonne et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne.

Il s'avère qu'une erreur matérielle s'est glissée à l'alinéa 5 du paragraphe 3 de l'article 346 nouveau du Code de la Fonction publique tel qu'y inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 septembre 2012 précité, qu'il convient de corriger pour la bonne compréhension du texte.

Le présent arrêté rectifie cette erreur.

Cet arrêté prévoit par ailleurs le remplacement d'une série de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 2012, sans en modifier le contenu, permettant ainsi que ces dispositions, à l'état de projet, soient soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Dans un souci de sécurité juridique, afin de garantir la légalité des actes dérivés pris dans le cadre de l'organisation du concours d'accès au premier cycle du certificat de management public en application de l'article 341/4 du Code de la Fonction publique tel qu'y inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 2012, il est prévu que l'article 2 du présent arrêté qui adopte une nouvelle fois, sans le modifier, le paragraphe 2 de l'article 341/4 précité, entre en vigueur au même moment que la disposition correspondante de l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 2012 précité. L'entrée en vigueur de l'article 2 ainsi fixée n'interfère dans la solution d'aucun litige portant sur la participation au concours d'accès précité, en manière telle que cette mesure préserve les droits individuels des personnes s'étant portées candidates au premier cycle en question.

Il s'y ajoute, en pratique, qu'à l'occasion de l'organisation du premier et du deuxième cycle du certificat de management, le nombre de personnes souhaitant prendre part à la formation dispensée dans le cadre du certificat de management public était plus important que le nombre de places disponibles, en manière telle qu'en application de l'article 341/4, § 2, du Code de la Fonction publique tel qu'y inséré par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 2012, un concours d'accès à cette formation a été organisé à chaque fois. Aucune des personnes souhaitant prendre part à la formation dispensée dans le cadre du premier et du deuxième cycle du certificat de management public ne pourrait donc regarder l'adoption, au travers de l'arrêté en projet, de l'article 341/4, § 2, avec un effet rétroactif, comme étant de nature à le priver d'un droit d'accès inconditionnel à ladite formation.

Par ailleurs, un accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne paraissait au *Moniteur belge*, tel que publié respectivement par la Communauté française, le 25 février 2013, et pour la Région wallonne, le 28 mars 2013.

Certaines dispositions reprises dans cet accord de coopération devaient encore être soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Par souci de lisibilité, l'ensemble des dispositions de cet accord de coopération, en ce compris celles qui ont déjà été soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 précitée, ont été réinsérées dans nouvel accord de coopération.

Dans un souci de sécurité juridique et afin de garantir la légalité des actes dérivés pris dans le cadre de l'organisation du concours d'accès au premier cycle du certificat de management public et dans le cadre du régime de dispenses de cours en application des dispositions de l'accord de coopération du 20 septembre 2012 précité, il est prévu que certaines dispositions du nouvel accord de coopération entrent en vigueur au même moment que les dispositions correspondantes de l'accord de coopération du 20 septembre 2012, soit au 28 mars 2013.

L'entrée en vigueur ainsi fixée n'interfère dans la solution d'aucun litige portant sur la participation au concours d'accès précité ou sur l'application du régime de dispenses, en manière telle que cette mesure préserve les droits individuels des personnes s'étant portées candidates au premier cycle en question ou ayant sollicité des dispenses de cours.

Avis du Conseil d'Etat n° 54.363/2 du 25 novembre 2013

Le 25 octobre 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre du Développement durable, de la Fonction publique, de l'Energie, du Logement et de la Recherche de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 novembre 2013. La chambre était composée de Yves Kreins, président de chambre, Pierre Vandernoote Martine Baguet, conseillers d'Etat, Christian Behrendt et Jacques Englebert, assesseurs, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Delval, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 novembre 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation générale

Selon le projet de rapport au Gouvernement, l'arrêté en projet rectifie une erreur matérielle et « prévoit par ailleurs le remplacement d'une série de dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 2012, sans en modifier le contenu, permettant ainsi que ces dispositions, à l'état de projet, soient soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités et les syndicats des agents relevant de ces autorités ».

La section de législation du Conseil d'Etat a donné deux avis - l'avis 50.047/2 donné le 11 avril 2012 et 51.606/2/V donné le 16 juillet 2012 précités - sur les projets devenus l'arrêté précité du 20 septembre 2012 et dont certaines dispositions sont reprises dans le projet examiné.

Lorsque la section de législation du Conseil d'Etat a donné un avis, elle a épuisé sa compétence sur les dispositions examinées et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur celles-ci si elles demeurent inchangées, n'ont pas subi de modification substantielle ou ont été revues pour tenir compte des observations faites dans l'avis. Dans ce dernier cas, le Conseil d'Etat ne se prononce pas sur la question de savoir si ces observations ont ou non été correctement suivies.

Il y a donc lieu de limiter le présent avis aux dispositions du projet qui, sans résulter des observations formulées dans les avis 50.047/2 et 51.606/2/V précités, sont nouvelles par rapport aux projets ayant fait l'objet de ces avis.

Seuls les articles 10, § 1^{er}, partim, en projet (article 9 du projet) et 10 du projet déterminant son entrée en vigueur ont donc été examinés dans le présent avis.

Examen du projet

Intitulé

Le projet examiné modifie également le Code de la Fonction publique wallonne. L'intitulé sera modifié en conséquence.

Préambule

1. Il y a lieu de revoir les visas mentionnant les accords de coopération. S'ils sont cités à titre de fondement juridique, il faut en préciser la ou les dispositions qui procurent un fondement juridique au projet. Dans le cas contraire, il faut les citer sous la forme d'un considérant.

2. Il faut écrire « l'avis de l'Inspecteur des Finances » au lieu de « l'avis de l'Inspection des Finances ».

3. Les visas mentionnant l'accord du ministre du Budget et celui du ministre de la Fonction publique seront intervertis afin de les citer par ordre chronologique en commençant par le plus ancien.

Dispositif

Article 10

L'article 10 du projet prévoit que le projet examiné, sauf les dispositions énumérées au second paragraphe, entre en vigueur à la date de la publication de l'arrêté précité du 20 septembre 2012, c'est-à-dire le 6 février 2013, date à laquelle les dispositions identiques de cet arrêté sont entrées en vigueur.

La non-rétroactivité des arrêtés est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels [1].

Selon le projet de rapport au Gouvernement, la rétroactivité en projet est justifiée par un souci de sécurité juridique et afin de garantir la légalité des actes dérivés pris en application des dispositions de cet arrêté. L'auteur du projet doit pouvoir justifier que ces raisons sont suffisantes compte tenu notamment que la rétroactivité en projet aura par ailleurs pour effet d'influencer la solution des litiges en cours devant la section du contentieux administratifs du Conseil d'Etat à l'encontre de l'arrêté précité du 20 septembre 2012.

Le Président,

Le Greffier,

Y. Kreins

A.-C. Van Geersdaele

Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu le décret du 26 janvier 2012 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'accord de coopération conclu le 20 septembre 2012 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne, les articles 1^{er}, 4, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;

Vu l'accord de coopération conclu le 6 février 2014 remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juin 2013;

Vu le protocole n° 609 du Comité de secteur n° XVI, établi le 20 septembre 2013;

Vu l'avis n° 54.363/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 novembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 341/1, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le programme du Certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités ».

Art. 2. Dans l'article 341/4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Si le nombre de candidats excède le nombre fixé en application du paragraphe 1^{er}, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques. Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia.

Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le SELOR. Le programme du concours est ensuite approuvé par le Gouvernement. »

Art. 3. Dans l'article 341/7 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'Ecole, en vue de l'examen visé au paragraphe 2. Ce jury comprend :

- l'administrateur délégué du SELOR ou son délégué, qui préside le jury;

- deux membres désignés en raison de leur qualité d'expert présentant une compétence incontestable en management ou en ressources humaines et choisis en dehors des services du Gouvernement et des organismes, des services de la Communauté française et des Cabinets ministériels. En cas d'indisponibilité d'un membre ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre membres présentant les mêmes qualités que les membres effectifs;

- deux mandataires en fonction désignés parmi les titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. En cas d'indisponibilité d'un mandataire ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. »

2° dans le paragraphe 2, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par ce qui suit :

« Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter au plus tôt un an après la date de l'examen. »

Art. 4. Dans l'article 341/8, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, les 2° à 7° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° des mandataires en fonction au sein des services du Gouvernement et des organismes visés à l'article 1^{er} le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention "très favorable" ou "favorable" lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;

3° des membres du pool de candidats à l'exercice d'un mandat établi par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

4° des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles international le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention "très favorable" ou "favorable" lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement;

5° du mandataire en fonction au sein de l'école d'administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et ayant fait l'objet d'une mention "très favorable" ou "favorable" lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;

6° de l'administrateur général adjoint du FOREm ayant fait l'objet d'une mention "très favorable" ou "favorable" lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;

7° de l'administrateur général adjoint de Wallonie-Bruxelles international ayant fait l'objet d'une mention "très favorable" ou "favorable" lors de l'évaluation réalisée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement. »

Art. 5. Dans l'article 343 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« Durant une période de neuf mois après la prestation de serment des membres du Gouvernement faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool des candidats peut déposer sa candidature à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services du Gouvernement, des organismes, de Wallonie-Bruxelles international ou de l'école d'administration publique et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services de la Communauté française. »

Art. 6. Dans l'article 360 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'ancien mandataire qui n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, qui n'a reçu ni une évaluation défavorable, ni deux évaluations réservées consécutives et qui n'est pas désigné pour un nouveau mandat, perçoit une indemnité de sortie de fonction calculée de la même manière que pour les membres du personnel contractuel. L'indemnité de sortie de fonction est égale, au minimum, à la rémunération du mandataire pour une période de 6 mois s'il a effectué un seul mandat, et à la rémunération du mandataire pour une période de 12 mois s'il a effectué plus d'un mandat. Il bénéficiera également d'un outplacement. Le mandataire non reconduit visé par le présent alinéa conserve la qualité de membre du pool des candidats à une fonction de mandat. »

Art. 7. Dans l'article 346, § 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Les objectifs du contrat s'inscrivent dans le cadre du plan opérationnel du supérieur hiérarchique immédiat et de la déclaration de politique régionale. »

Art. 8. Dans l'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Chaque département est dirigé par un inspecteur général ou un inspecteur général - expert.

Le cadre organique du Service public de Wallonie prévoit, pour chaque département, soit un emploi d'inspecteur général, soit un emploi d'inspecteur général-expert. Les départements qui se caractérisent par le caractère peu opérationnel de leurs missions, par le nombre peu élevé de membres du personnel qui y sont affectés et par la faible importance de leur budget, sont placés sous l'autorité d'un inspecteur général expert. »

Art. 9. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En 2014, les mandataires occupant un emploi au sein des services du Gouvernement ou au sein des organismes visés à l'article 1^{er}, et en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

En 2015, les inspecteurs généraux dont l'emploi est soumis à mandat, qui auront obtenu le Certificat de management public, et en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont évalués par le nouveau Gouvernement installé à la suite du renouvellement du Parlement.

L'article 334 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne est applicable à la procédure d'évaluation visée aux alinéas 1^{er} et 2, moyennant les adaptations suivantes. Des rapports d'évaluation motivés doivent être adressés au nouveau Gouvernement dans les quinze jours de la demande adressée par le Ministre de la Fonction publique. Ces rapports sont établis, pour chaque mandataire ou inspecteur général, respectivement par l'intéressé lui-même et par le secrétaire général ou le fonctionnaire général dirigeant du rang le plus élevé de l'organisme. Pour ce qui concerne le secrétaire général, les directeurs généraux du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé, le deuxième rapport d'évaluation est établi par le Gouvernement en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou par l'organe de gestion de l'organisme, s'il en dispose d'un. Ce deuxième rapport d'évaluation est notifié au mandataire qui, sans pouvoir demander à être entendu, dispose d'un délai de huit jours pour faire valoir, par écrit, ses observations. La proposition d'évaluation est faite par le nouveau Gouvernement et est notifiée au mandataire ou inspecteur général dans le mois de l'échéance de ce délai de huit jours. Dans les huit jours de la notification de la proposition d'évaluation autre que très favorable ou favorable par le Ministre de la Fonction publique, le mandataire ou l'inspecteur général peut introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux et peut demander à être entendu. La chambre de recours rend son avis et le notifie dans les quinze jours de sa saisine. L'évaluation est adoptée par le nouveau Gouvernement dans le mois de la réception de cet avis.

Le deuxième rapport d'évaluation comprend les constats et appréciations sur la façon dont le mandataire ou inspecteur général a rempli sa mission et atteint ou non ses objectifs. Il ne comprend pas de proposition de mention d'évaluation.

Le nouveau Gouvernement procède à l'évaluation en attribuant une mention d'évaluation.

Pour ce faire, il s'appuie sur les éléments suivants :

- la lettre de mission du mandataire évalué ou, s'il existe, le profil de fonction de l'inspecteur général évalué;
- le plan opérationnel ou contrat d'objectifs;
- le rapport d'évaluation établi par le mandataire ou inspecteur général lui-même;
- le rapport d'évaluation rédigé par le Gouvernement sortant, par l'organe de gestion de l'organisme, par le secrétaire général ou par le fonctionnaire dirigeant;
- les éventuelles remarques fournies par le mandataire ou inspecteur général évalué sur ce rapport d'évaluation.

Par dérogation à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le secrétaire général, les directeurs généraux du Service public de Wallonie et le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé d'un organisme ne disposant pas d'organe de gestion peuvent introduire un recours auprès de la chambre de recours des fonctionnaires généraux également en cas d'évaluation favorable, et peuvent demander à être entendus.

Par dérogation à l'alinéa 4 du présent paragraphe, pour le secrétaire général, les directeurs généraux du Service public de Wallonie et le fonctionnaire dirigeant de rang le plus élevé d'un organisme ne disposant pas d'organe de gestion, le deuxième rapport, rédigé par le Gouvernement sortant, comporte une proposition de mention d'évaluation.

§ 2. L'évaluation visée au § 1^{er} peut donner lieu à l'attribution des mentions suivantes :

1° "très favorable" : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire ou l'inspecteur général, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même. Il faudra en outre que le mandataire ou l'inspecteur général ait suffisamment contribué à l'établissement d'une relation de confiance avec le Gouvernement, ait fait preuve d'innovation et d'initiative, et ait suffisamment contribué au rayonnement de son service;

2° "favorable" : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs auront soit été réalisés suffisamment et dans les délais prévus quantitativement et qualitativement, soit n'auront pas été réalisés suffisamment ou dans les délais prévus quantitativement ou qualitativement, mais qu'il apparaît, sur la base des éléments de justification présentés par le mandataire ou l'inspecteur général, que cette situation est due à des circonstances imprévisibles ou indépendantes de lui-même;

3° "réservée" : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs n'auront été que trop partiellement réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus;

4° "défavorable" : lorsque les objectifs stratégiques et opérationnels contenus dans le plan opérationnel ou le contrat d'objectifs n'auront été qu'insuffisamment réalisés quantitativement ou qualitativement, ou n'auront pas été réalisés dans les délais prévus.

§ 3. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation très favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il est, à sa demande, automatiquement reconduit dans son mandat. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

L'inspecteur général auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation très favorable est, à sa demande, automatiquement désigné, en qualité de mandataire, dans l'emploi qu'il exerçait jusqu'alors.

§ 4. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation favorable est automatiquement versé dans le pool des candidats visé à l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, tel qu'inséré par le présent arrêté. Il peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, poser sa candidature à tout emploi à pourvoir par mandat déclaré vacant. Au terme de ce nouveau mandat, s'il dispose d'une expérience professionnelle de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire.

Si après avoir déposé sa candidature, à l'occasion de la première application du présent arrêté, il n'est pas désigné pour un nouveau mandat, et qu'il dispose d'une expérience de 20 ans dans le secteur privé ou public, il est nommé définitivement à un grade de rang immédiatement inférieur à celui de la fonction qu'il exerçait dans le cadre de ce mandat, pour autant qu'il ne bénéficiait pas d'une nomination à un grade de rang supérieur préalablement à sa désignation comme mandataire. Il se voit confier une mission en rapport avec son rang par le Gouvernement.

S'il ne bénéficie pas des années d'expérience requises et qu'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

§ 5. Le mandataire auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

S'il n'est ni agent des services du Gouvernement ou d'un organisme ni bénéficiaire d'un quelconque congé lui permettant de réintégrer son précédent emploi, le mandataire bénéficie des avantages prévus à l'article 360, § 2.

L'inspecteur général auquel est attribué, en application du § 1^{er}, une évaluation réservée ne peut, à l'occasion de la première application du présent arrêté, être désigné pour exercer par mandat l'emploi qu'il occupait jusqu'alors, ou un emploi de rang supérieur.

§ 6. Le mandataire ou inspecteur général auquel est attribuée, en application du § 1^{er}, une évaluation défavorable ne peut être désigné dans un emploi à pourvoir par mandat à l'occasion de la première application du présent arrêté ni exercer un tel emploi avant le 31 décembre 2019.

§ 7. Lorsqu'en application du § 3, un mandataire ou inspecteur général est reconduit dans le même emploi, la déclaration de vacance est retirée de plein droit. »

Art. 10. § 1^{er}. L'article 2 du présent arrêté produit ses effets le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne.

§ 2. Les articles 4 à 6 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 11. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www-conseidetat.be, ongles « Technique législative », recommandation n° 211.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201361]

6. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Dekrets vom 26. Januar 2012 zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Aufgrund des am 20. September 2012 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, Artikel 1, 4, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen;

Aufgrund des am 6. Februar 2014 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Ersetzung des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. September 2012 zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 3. Juni 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Juni 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 6. Juni 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. September 2013 aufgestellten Protokolls Nr. 609 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 25. November 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.363/2;

In Erwägung des am 10. November 2011 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Gründung einer gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 341/1, § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird Absatz 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Zum Programm des interuniversitären Zeugnisses gehört die Ausarbeitung einer schriftlichen Abschlussarbeit durch jeden Bewerber. Diese Abschlussarbeit besteht aus einer eingehenden Studie eines ressortübergreifenden praktischen Falls. Dieser Fall wird vorher gemeinsam von der Schule und den Universitäten genehmigt.“

Art. 2 - In Artikel 341/4 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird Paragraph 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“ § 2. Wenn die Anzahl der Bewerber die in Anwendung von § 1 festgelegte Anzahl überschreitet, legen die Bewerber eine Wettbewerbsprüfung ab, die in einer schriftlichen kritischen Analyse praktischer Situationen besteht. Diese Prüfung besteht nicht aus einem Test vom Typ Postkorbübung.

Die Prüfungen können informatisiert sein und EDV-gestützte Mittel oder Multimediamittel heranziehen.

Ihre Korrektur kann automatisiert erfolgen.

Die Schule erstellt einen Entwurf des Programms des Wettbewerbsverfahrens, der vom Selor für gültig erklärt wird. Das Programm des Wettbewerbsverfahrens wird anschließend von der Regierung genehmigt.”

Art. 3 - Artikel 341/7 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

« § 1^{er}. Für jeden Zyklus wird vom SELOR und im Einvernehmen mit der Schule ein fünf Mitglieder umfassender Prüfungsausschuss im Hinblick auf die in § 2 erwähnte Prüfung zusammengesetzt. Dieser Prüfungsausschuss besteht aus:

- dem geschäftsführenden Verwalter des SELOR oder seinem Beauftragten, der den Vorsitz des Prüfungsausschusses führt;

- zwei aufgrund ihrer Eigenschaft als Sachverständige benannten Mitgliedern, die über unbestreitbare Fachkenntnisse im Bereich des Managements oder der menschlichen Ressourcen verfügen und die außerhalb der Dienststellen der Regierung, der Einrichtungen, der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft und der ministeriellen Kabinette gewählt werden. Falls ein derart benanntes Mitglied nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mitglieder eingetragen sind, die dieselben Eigenschaften aufweisen wie die effektiven Mitglieder;

- zwei amtierenden Mandatsträgern, die unter den Inhabern einer Stelle des Dienstrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienstrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen benannt werden. Falls ein derart benannter Mandatsträger nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mandatsträger eingetragen sind, die Inhaber einer Stelle des Dienstrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienstrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen sind.”;

2° in § 2 werden die Absätze 2 bis 5 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Diese Prüfung besteht in einer mündlichen Prüfung, die zum Zweck hat, die für die Ausübung eines Amtes im Bereich des Managements erforderlichen Fähigkeiten zu bewerten.

Der Prüfungsausschuss fasst mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder einen Beschluss über den erfolgreichen Prüfungsabschluss der Bewerber.

Die Bewerber, die die Prüfung bestanden haben, werden nicht eingestuft und erhalten keinen Vermerk.

Die Bewerber, die die Prüfung nicht bestanden haben, können sie frühestens ein Jahr nach dem Prüfungsdatum wieder ablegen.”

Art. 4 - In Artikel 341/8, Absatz 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, werden die Punkte 2° bis 7° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“2° den Mandatsträgern innerhalb der in Artikel 1 erwähnten Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwendungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Anwendung des Artikels 10 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk “sehr günstig” oder “günstig” erhalten haben;

3° den Mitgliedern des durch Artikel 14 des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 20. September 2012 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, eingerichteten Pools von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats;

4° den Mandatsträgern innerhalb von Wallonie-Bruxelles International, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwendungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Folge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführten Bewertung den Vermerk “sehr günstig” oder “günstig” erhalten haben;

5° den Mandatsträgern innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind und die bei der Bewertung, die in Anwendung von Artikel 10 desselben Erlasses durchgeführt wurde, den Vermerk “sehr günstig” oder “günstig” erhalten haben;

6° dem beigeordneten Generalverwalter des Forem, der bei der in Anwendung des Artikels 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, durchgeführten Bewertung den Vermerk “sehr günstig” oder “günstig” erhalten hat;

7° dem beigeordneten Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International, der bei der in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International von der in Folge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführten Bewertung den Vermerk “sehr günstig” oder “günstig” erhalten hat.”

Art. 5 - In Artikel 343 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird Paragraph 2, Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

§ 2. Während eines Zeitraums von neun Monaten nach der Eidesleistung der Regierungsmitglieder, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, kann jedes Mitglied des Pools von Kandidaten seine Bewerbung für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der Regierung, der Einrichtungen, von Wallonie-Bruxelles International oder der Schule für öffentliche Verwaltung und für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft einreichen."

Art. 6 - In Artikel 360 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird Paragraph 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Dem früheren Mandatsträger, der weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch Anspruch auf irgendwelchen Urlaub hat, der ihm ermöglicht, wieder in seine frühere Stelle eingesetzt zu werden, und der weder eine ungünstige Bewertung, noch zwei aufeinanderfolgende vorbehaltliche Bewertungen erhalten hat und nicht für ein neues Mandat benannt wird, bezieht bei Amtsausritt eine Abgangsentschädigung, die auf die gleiche Art und Weise wie die der Mitglieder des Vertragspersonals berechnet wird. Die Abgangsentschädigung entspricht wenigstens dem Gehalt des Mandatsträgers für einen Zeitraum von sechs Monaten, falls er ein einziges Mandat ausgeübt hat, und dem Gehalt des Mandatsträgers für einen Zeitraum von zwölf Monaten, falls er mehr als ein Mandat ausgeübt hat. Er gelangt zudem in den Genuss eines Outplacements. Der in dem vorliegenden Absatz erwähnte nicht in seinem Mandat bestätigte Mandatsträger behält die Eigenschaft eines Mitglieds des Pools von Kandidaten für die Ausübung eines Mandats."

Art. 7 - In Artikel 346, § 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird Absatz 5 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die Zielsetzungen des Vertrags fügen sich in den Rahmen des operativen Plans des direkten hierarchischen Vorgesetzten und der gemeinschaftspolitischen Erklärung ein."

Art. 8 - In Artikel 10 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird Paragraph 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 3. Jede Abteilung wird von einem Generalinspektor oder von einem Generalinspektor-Sachverständigen geleitet.

Der Stellenplan des Personals des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sieht für jede Abteilung entweder die Stelle eines Generalinspektors oder die Stelle eines Generalinspektors-Sachverständigen vor. Die Abteilungen, die sich durch den wenig operativen Charakter ihrer Aufgaben kennzeichnen, durch die geringe Anzahl der damit beauftragten Personalmitglieder sowie durch die geringen Auswirkungen auf den Haushalt, werden unter die Aufsicht eines Generalinspektors-Sachverständigen gestellt."

Art. 9 - Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Die Mandatsträger, die eine Stelle innerhalb der Dienststellen der Regierung oder der in Artikel 1 angeführten Einrichtungen besetzen und die sich am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt befinden, werden 2014 von der neuen Regierung, die an den Anschluss der Erneuerung des Parlaments gebildet werden wird, bewertet werden.

Die Generalinspektoren, deren Stelle einem Mandat unterliegt, die das Zeugnis für Public Management erlangt haben und die sich am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt befinden, werden 2015 von der neuen Regierung, die an den Anschluss der Erneuerung des Parlaments gebildet werden wird, bewertet werden.

Artikel 334 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ist mit den folgenden Anpassungen anwendbar auf das in den Absätzen 1 und 2 erwähnte Bewertungsverfahren. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Aufforderung des Ministers für den öffentlichen Dienst müssen der neuen Regierung begründete Bewertungsberichte übermittelt werden. Diese Berichte werden für jeden Mandatsträger oder Generalinspektor jeweils durch den Betreffenden selbst und durch den Generalsekretär oder den leitenden Generalbeamten, der innerhalb der Einrichtung den höchsten Dienstrang hat, erstellt. Der Generalsekretär, die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den leitenden Beamten mit dem höchsten Dienstrang betrifft, so wird der zweite Bewertungsbericht von der Regierung erstellt, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt ist, oder durch das Verwaltungsorgan der Einrichtung, falls diese über ein derartiges Organ verfügt. Dieser zweite Bewertungsbericht wird dem Mandatsträger zugestellt, der, ohne dass er die Möglichkeit hat, angehört zu werden, über eine Frist von acht Tagen verfügt, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen. Die neue Regierung unterbreitet dem Mandatsträger oder dem Generalinspektor einen Bewertungsvorschlag innerhalb eines Monats nach Ablauf der Frist von acht Tagen. Innerhalb von acht Tagen nach der Zustellung durch den Minister für den öffentlichen Dienst des anders als sehr günstig oder günstig lautenden Bewertungsvorschlags kann der Mandatsträger oder der Generalinspektor bei der Beschwerdekammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen und beantragen, angehört zu werden. Innerhalb von fünfzehn Tagen, nachdem sie mit der Angelegenheit befasst wurde, gibt die Beschwerdekammer ein Gutachten ab und stellt sie dieses zu. Innerhalb eines Monats nach dem Eingang dieses Gutachtens wird die Bewertung von der neuen Regierung genehmigt.

Der zweite Bewertungsbericht umfasst die Feststellungen und Beurteilungen über die Art und Weise, auf die der Mandatsträger oder der Generalinspektor sein Amt ausgeübt hat und seine Ziele erreicht oder nicht. Er beinhaltet keinen Vorschlag einer Bewertung.

Die neue Regierung nimmt die Bewertung vor, indem sie dieser einen Vermerk zuteilt.

Zu diesem Zweck berücksichtigt sie die folgenden Informationen:

- den Zielsetzungsvertrag des bewerteten Mandatsträgers oder - falls vorhanden - das Funktionsprofil des bewerteten Generalinspektors;
- den operativen Plan oder den Zielsetzungsvertrag;
- den durch den Mandatsträger oder den Generalinspektor selbst erstellten Bewertungsbericht;
- den durch die ausscheidende Regierung, das Verwaltungsorgan der Einrichtung, den Generalsekretär oder den leitenden Beamten verfassten Bewertungsbericht;

- die ggf. durch den Mandatsträger oder Generalinspektor, der bewertet wird, zu diesem Bewertungsbericht geäußerten Bemerkungen.

In Abweichung von Absatz 3 des vorliegenden Absatzes können der Generalsekretär, die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und der leitende Beamte mit dem höchsten Dienststrang einer Einrichtung, die kein Verwaltungsorgan besitzt, selbst im Falle einer günstigen Bewertung bei der Beschwerdekammer für die Generalbeamten Einspruch einlegen und beantragen, angehört zu werden.

In Abweichung von Absatz 4 des vorliegenden Absatzes beinhaltet der zweite von der ausscheidenden Regierung verfasste Bericht für den Generalsekretär, die Generaldirektoren des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und den leitenden Beamten mit dem höchsten Dienststrang einer Einrichtung, die kein Verwaltungsorgan besitzt, den Vorschlag einer Bewertung.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Bewertung kann zu der Vergabe einer der folgenden Vermerke führen:

1° "sehr günstig": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger oder der Generalinspektor jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist. Zudem muss der Mandatsträger oder der Generalinspektor in ausreichender Weise dazu beigetragen haben, ein Vertrauensverhältnis mit der Regierung herzustellen, er muss innovativ und in Eigeninitiative gehandelt haben und ausreichend zur Ausstrahlung seiner Dienststelle beigetragen haben;

2° "günstig": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele entweder ausreichend und innerhalb der vorgesehenen Fristen quantitativ und qualitativ erreicht wurden oder nicht ausreichend bzw. nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen qualitativ und quantitativ erreicht wurden, der Mandatsträger oder der Generalinspektor jedoch den Nachweis erbringt, dass diese Situation auf unvorhersehbare oder von ihm völlig unabhängige Umstände zurückzuführen ist;

3° "vorbehaltlich": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur zu teilhaft erreicht wurden, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden;

4° "ungünstig": Wenn die in dem operativen Plan oder in dem Zielsetzungsvertrag enthaltenen strategischen und operativen Ziele quantitativ und qualitativ nur unzureichend erreicht wurden, oder nicht innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wurden.

§ 3. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine sehr günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem in Artikel 341/8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass eingefügten Fassung erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Auf seinen Antrag hin wird sein Mandat automatisch verlängert. Nach Beendigung dieses neuen Mandats und falls er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienststrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

Der Generalinspektor, der in Anwendung von § 1 eine sehr günstige Bewertung erhält, wird auf seinen Antrag hin automatisch in der Stelle, die er bis zu diesem Zeitpunkt ausübte, als Mandatsträger bezeichnet.

§ 4. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine günstige Bewertung erhält, wird automatisch dem in Artikel 341/8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in seiner durch den vorliegenden Erlass eingefügten Fassung erwähnten Pool von Kandidaten zugewiesen. Anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses kann er für jede für offen erklärte Stelle, die im Rahmen eines Mandats zu vergeben ist, seine Bewerbung einreichen. Nach Beendigung dieses neuen Mandats und falls er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienststrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war.

Falls er nach dem Einreichen seiner Bewerbung anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht für ein neues Mandat bezeichnet worden ist und er eine Berufserfahrung von zwanzig Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen kann, wird er endgültig in einem Dienststrang ernannt, der unmittelbar unter dem des Amtes liegt, das er im Rahmen seines Mandats ausübte, insofern er vor seiner Bezeichnung als Mandatsträger nicht in einem höheren Grad ernannt war. Die Regierung überträgt ihm eine Aufgabe, die im Verhältnis zu seinem Dienststrang steht.

Falls er nicht über die erforderliche Anzahl Jahre der Berufserfahrung verfügt und er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

§ 5. Der Mandatsträger, der in Anwendung von § 1 eine vorbehaltliche Bewertung erhält, kann anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht bezeichnet werden, um im Rahmen eines Mandats die Stelle, die er bis dahin ausübte, oder eine Stelle in einem höheren Dienststrang zu besetzen.

Falls er weder Bediensteter der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung ist, noch eine Urlaubsregelung beansprucht hat, die ihm ermöglicht, wieder in seiner früheren Stelle beschäftigt zu werden, so werden dem Mandatsträger die in Artikel 360, § 2 erwähnten Vorteile gewährt.

Der Generalinspektor, der in Anwendung von § 1 eine vorbehaltliche Bewertung erhält, kann anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses nicht bezeichnet werden, um im Rahmen eines Mandats die Stelle, die er bis dahin besetzte, oder eine Stelle in einem höheren Dienststrang auszuüben.

§ 6. Der Mandatsträger oder der Generalinspektor, der in Anwendung von § 1 eine ungünstige Bewertung erhält, kann weder anlässlich der ersten Anwendung des vorliegenden Erlasses in einer durch Mandat zu besetzenden Stelle bezeichnet werden, noch darf er vor dem 31. Dezember 2019 eine derartige Stelle besetzen.

§ 7. Wird das Mandat eines Mandatsträgers oder ein Generalinspektors in Anwendung von § 3 für dasselbe Amt verlängert, so wird die Erklärung, dass die Stelle zu besetzen ist, von Rechts wegen zurückgezogen."

Art. 10 - § 1. Der Artikel 2 des vorliegenden Erlasses wird wirksam am Tag der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen.

§ 2. Die Artikel 4 bis 6 des vorliegenden Erlasses treten am 1. Juli 2014 in Kraft.

Art. 11 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 6. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201361]

6 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het decreet van 26 januari 2012 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "École d'Administration publique" (Openbare Bestuurschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 september 2012 tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 6 februari 2014 tot vervanging van het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juni 2013;

Gelet op protocol nr. 609 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 20 september 2013;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 54.363/2, gegeven op 25 november 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 341/1, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt lid 3 vervangen als volgt :

"Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de uitvoering van een schriftelijke verhandeling door elke kandidaat. Die verhandeling bestaat uit een diepgaand onderzoek van een overkoepelend praktijkgeval. Dat geval moet op voorhand goedgekeurd worden door de school en de universiteiten."

Art. 2. In artikel 341/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

" § 2. Als het aantal kandidaten het overeenkomstig § 1 vastgelegd aantal overschrijdt, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af waarin praktijksituaties schriftelijk becommentarieerd worden. Die proef bestaat niet uit een in-baskettest.

Voor de proeven kunnen informatica- of multimediamiddelen gebruikt worden.

Het verbeteren ervan kan automatisch gebeuren.

Een ontwerp-programma voor het vergelijkend examen wordt uitgewerkt door de bestuurschool en goedgekeurd door Selor. Het programma voor het vergelijkend examen wordt dan door de Regering goedgekeurd."

Art. 3. In artikel 341/7 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Voor elke cyclus wordt een jury van vijf leden door SELOR in overleg met de School samengesteld met het oog op het in § 2 bedoelde examen. Deze jury bestaat uit:

- de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde die het voorzitterschap van de jury waarneemt;

- twee leden aangewezen wegens hun hoedanigheid van deskundigen met een onbetwistbare vaardigheid in management of human resources en gekozen buiten de diensten van de Regering, de instellingen, de diensten van de Franse Gemeenschap en de ministeriële kabinetten. Indien één aldus aangewezen lid onbeschikbaar is, wijst Selor een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden met dezelfde hoedanigheden als de gewone leden;

- twee mandatarissen in dienst aangewezen onder de houders van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen. Indien één aldus aangewezen mandataris onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden die houder zijn van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen.”;

2° in § 2, worden de leden 2 en 5 vervangen als volgt :

”Dit examen bestaat in een mondelinge proef die als doel heeft de voor de uitoefening van een managementfunctie vereiste vaardigheden te evalueren.

De jury beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen zijn geslaagd, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding.

De kandidaten die niet voor het examen zijn geslaagd, kunnen het uiterlijk één jaar na de datum van het examen opnieuw afleggen.”.

Art. 4. In artikel 341/8, lid 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, worden de nrs 2° tot en met 7° vervangen als volgt :

”2° mandatarissen in dienst binnen de diensten van de Regering en van de in artikel 1 bedoelde instellingen op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding ”zeer gunstig” of ”gunstig” bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

3° leden van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat bepaald bij artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

4° mandatarissen in dienst binnen ”Wallonie-Bruxelles International” op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van ”Wallonie-Bruxelles International” of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding ”zeer gunstig” of ”gunstig” bij de evaluatie die door de Regering ten gevolge van de installatie van het Parlement is verricht;

5° de mandataris in dienst binnen de Openbare Bestuurschool op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding ”zeer gunstig” of ”gunstig” bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

6° de adjunct-administrateur-generaal van de ”FOREm” die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding ”zeer gunstig” of ”gunstig” bij de evaluatie verricht overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Waalse Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

7° de adjunct-administrateur-generaal van ”Wallonie-Bruxelles International” die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding ”zeer gunstig” of ”gunstig” bij de evaluatie die door de Regering aangewezen ten gevolge van de installatie van het Parlement verricht is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering en het besluit van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van ”Wallonie-Bruxelles International”.

Art. 5. In artikel 343 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

”Gedurende een periode van 9 maanden na de eedaflegging van de leden van de Regeringen die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement kan elk lid van de pool van kandidaten zijn kandidatuur indienen voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Waalse Regering, de instellingen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, ”Wallonie-Bruxelles International” of de Openbare Bestuurschool en voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Franse Gemeenschap.”.

Art. 6. In artikel 360 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

”De voormalige mandataris die noch ambtenaar is van de diensten van de Regering noch van een instelling noch rechthebbende op een niet nader omschreven verlof waardoor hij zijn vorige betrekking weer kan opnemen, die geen gunstige evaluatie kreeg en niet aangewezen is voor een nieuw mandaat, krijgt een uittredingsvergoeding die berekend wordt op dezelfde manier als voor de contractuele personeelsleden. De uittredingsvergoeding is minstens gelijk aan de bezoldiging van de mandataris voor een periode van zes maanden indien hij één mandaat heeft uitgeoefend en aan de bezoldiging van de mandataris voor een periode van 12 maanden indien hij meer dan één mandaat heeft uitgeoefend. Hij zal ook in aanmerking komen voor een outplacement. De niet-hernieuwde mandataris bedoeld in dit lid behoudt de hoedanigheid van lid van de pool van kandidaten voor de uitoefening van een mandaat.”

Art. 7. In artikel 346, § 3, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt lid 5 vervangen als volgt :

“De doelstellingen van het contract passen in het operationele plan van de onmiddellijke hiërarchische meerdere van de gemeenschappelijke beleidsverklaring.”.

Art. 8. In artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt § 3 vervangen als volgt :

“ § 3. Elk Departement wordt geleid door een inspecteur-generaal of een inspecteur-generaal expert.

Het personeelsbestand van de Waalse Overheidsdienst voorziet voor elk departement in ofwel een betrekking van inspecteur-generaal ofwel een betrekking van inspecteur-generaal expert. De departementen die gekenmerkt worden door weinig operationele opdrachten, een laag aantal personeelsleden die daarvoor ingezet worden en een klein budget, worden onder het gezag geplaatst van een inspecteur-generaal expert.”.

Art. 9. Artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt vervangen als volgt:

« § 1. In 2014 worden de mandatarissen die een betrekking bekleden bij de regeringsdiensten of in de instellingen bedoeld in artikel 1, en afhankelijk van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beoordeeld door de nieuwe Regering, ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

In 2015 worden inspecteurs-generaal wier betrekking aan een mandaat onderworpen is en die een getuigschrift management overheidsdiensten behaald zullen hebben, afhankelijk van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beoordeeld door de nieuwe Regering, ingesteld na de hernieuwing van het Parlement.

Artikel 334 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode is van toepassing op de beoordelingsprocedure beoogd in de leden 1 en 2, mits volgende aanpassingen. Er dienen gemotiveerde beoordelingsverslagen te worden gericht aan de nieuwe Regering binnen de vijftien dagen van de aanvraag gedaan door de Minister van Ambtenarenzaken. Die verslagen worden voor elke mandataris of inspecteur-generaal opgesteld respectievelijk door betrokkene en de secretaris-generaal of door de hoogste in rang zijnde leidende ambtenaar-generaal van de instelling. Voor wat betreft de secretaris-generaal, de directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de hoogste in rang zijnde leidend ambtenaar wordt het tweede beoordelingsverslag opgesteld door de Regering afhankelijk van de inwerkingtreding van dit besluit of door het bestuursorgaan van de instelling, indien bestaande. Dat tweede beoordelingsverslag wordt aan de mandataris medegedeeld, die, zonder dat hij mag vragen gehoord te worden, over een termijn van acht dagen beschikt om zijn bemerkings schriftelijk over te maken. Het beoordelingsvoorstel wordt door de nieuwe Regering opgemaakt en medegedeeld aan de mandataris of de inspecteur-generaal, binnen de maand waarin die termijn van acht dagen verstrijkt. Binnen de acht dagen na kennisgeving van het ander dan (zeer) gunstig evaluatievoorstel door de Minister van Ambtenarenzaken kan de mandataris of de inspecteur-generaal een beroep indienen bij de kamer van beroep van de ambtenaren-generaal en mag verzoeken gehoord te worden. De Kamer van beroep brengt een advies uit en geeft er kennis van binnen de vijftien dagen na de aanhangigverklaring. De beoordeling wordt aangenomen door de nieuwe Regering binnen de maand na ontvangst van dat advies.

Het tweede beoordelingsverslag omvat de vaststellingen en beoordelingen van de wijze waarop de mandataris of de inspecteur-generaal zijn opdracht heeft volbracht en al dan niet zijn doelstellingen heeft bereikt. Daarin is er geen voorstel tot beoordeling vervat.

De nieuwe Regering verricht de beoordeling door het toekennen van een evaluatievermelding.

Daarvoor baseert zij zich op volgende gegevens :

- de opdrachtbrief van de beoordeelde mandataris of, indien bestaand, het functieprofiel van de beoordeelde inspecteur-generaal;
- het operationeel plan of het doelstellingencontract;
- het beoordelingsverslag opgesteld door de mandataris of de inspecteur-generaal zelf;
- het beoordelingsverslag opgesteld door de uittreedende regering, het bestuursorgaan van de instelling, de secretaris-generaal of de leidend ambtenaar;
- de eventuele opmerkingen verstrekt door de beoordeelde mandataris of inspecteur-generaal op dat beoordelingsverslag.

In afwijking van lid 3 van deze paragraaf, kunnen de secretaris-generaal, de directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de hoogste in rang zijnde leidend ambtenaar van een instelling zonder bestuursorgaan een beroep indienen bij de kamer van beroep van de ambtenaren-generaal in geval van gunstige beoordeling en kunnen verzoeken gehoord te worden.

In afwijking van lid 4 van deze paragraaf, bevat het tweede beoordelingsverslag, opgemaakt door de uittreedende regering, voor de secretaris-generaal, de directeurs-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de hoogste in rang zijnde leidend ambtenaar van een instelling zonder bestuursorgaan een voorstel tot beoordeling.

§ 2. De beoordeling bedoeld in § 1 kan aanleiding geven tot de toekenning van volgende vermeldingen:

1° “zeer gunstig”: indien de beleids- en operationele doelstellingen vervat in het operationele plan of het doelstellingencontract voldoende gehaald zijn, en met naleving van de voorziene termijnen op kwantitatief en kwalitatief vlak, ofwel niet in hun geheel gehaald zijn of met naleving van de termijnen op kwantitatief of kwalitatief vlak maar op grond van verantwoordingsstukken voorgelegd door de mandataris of inspecteur-generaal blijkt dat die toestand toe te schrijven is aan onvoorziene of aan volledig van hem losstaande omstandigheden. Daarnaast moeten de mandataris of de inspecteur-generaal voldoende bijgedragen hebben tot het opbouwen van een vertrouwensband met de Regering, blijk gegeven hebben van innovatie en initiatief, en voldoende bijgedragen hebben tot de uitstraling van zijn dienst;

2° " gunstig " : indien de beleids- en operationele doelstellingen vervat in het operationele plan of het doelstellingencontract voldoende gehaald zijn, en met naleving van de voorziene termijnen op kwantitatief en kwalitatief vlak, ofwel niet in hun geheel gehaald zijn of met naleving van de termijnen op kwantitatief of kwalitatief vlak maar op grond van verantwoordingsstukken voorgelegd door de mandataris of inspecteur-generaal blijkt dat die toestand toe te schrijven is aan onvoorziene of aan volledig van hem losstaande omstandigheden;

3° " met voorbehoud " : indien de beleidsdoelstellingen van het operationele plan op kwantitatief of kwalitatief vlak slechts te gedeeltelijk gehaald zijn of niet gehaald zijn binnen de voorziene termijn;

4° " ongunstig " : indien de beleidsdoelstellingen van het operationele plan of het doelstellingencontract op kwantitatief of kwalitatief vlak slechts onvoldoende gehaald zijn of niet gehaald zijn binnen de voorziene termijn.

§ 3. De mandataris aan wie overeenkomstig § 1 een zeer gunstige beoordeling wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de pool van de kandidaten bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals ingevoegd bij dit besluit. Op eigen verzoek wordt zijn mandaat automatisch verlengd. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij, als hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé- of de publieke sector, definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Als hij niet het vereiste aantal jaren telt en noch personeelslid in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

De inspecteur-generaal aan wie overeenkomstig § 1 een zeer gunstige beoordeling wordt toegekend wordt op eigen verzoek automatisch aangewezen als mandataris in de betrekking die hij tot dan toe uitoefende.

§ 4. De mandataris aan wie overeenkomstig § 1 een gunstige beoordeling wordt toegekend, wordt automatisch opgenomen in de pool van de kandidaten bedoeld in artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zoals opgenomen in dit besluit. Hij kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit zijn kandidatuur indienen voor iedere per mandaat in te vullen betrekking die vacant wordt verklaard. Na afloop van dat nieuwe mandaat wordt hij, als hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé- of de publieke sector, definitief benoemd in een graad met een rang juist onder de rang van de functie die hij in het kader van dat mandaat uitoefende, voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een graad van hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris.

Als hij na zijn kandidatuur te hebben ingediend bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen wordt voor een nieuw mandaat en hij over twintig jaar ervaring beschikt in de privé-sector of de publieke sector, wordt hij definitief in een graad benoemd van een rang juist onder de rang van het ambt dat hij in het kader van dat mandaat uitoefende voor zover hij niet in aanmerking kwam voor een benoeming in een hogere rang voor zijn aanwijzing als mandataris. Hij krijgt vanwege de Regering een opdracht in verhouding tot zijn rang.

Als hij niet het vereiste aantal jaren telt en noch personeelslid in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

§ 5. De mandataris die overeenkomstig § 1 een beoordeling met voorbehoud kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen die hij tot dan bekleedde, noch een betrekking van hogere rang.

Als hij niet personeelslid is in de diensten van de Regering of een instelling is noch enig verlof geniet waardoor hij zijn vorige betrekking opnieuw op kan nemen, komt de mandataris in aanmerking voor de voordelen waarvan sprake in artikel 360, § 2.

De inspecteur-generaal die overeenkomstig § 1 een beoordeling met voorbehoud kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen die hij tot dan bekleedde, noch een betrekking van hogere rang.

§ 6. De mandataris of de inspecteur-generaal die overeenkomstig § 1 een ongunstige beoordeling kreeg kan bij gelegenheid van de eerste toepassing van dit besluit niet aangewezen worden om per mandaat de betrekking uit te oefenen noch een dergelijke betrekking uitoefenen voor 31 december 2019.

§ 7. Indien een mandataris of een inspecteur-generaal overeenkomstig § 3 een verlenging van dezelfde betrekking krijgt, wordt de vacantverklaring van ambtswege ingetrokken."

Art. 10. § 1. Artikel 2 van dit besluit heeft uitwerking de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

§ 2. De artikelen 4 tot 6 van dit besluit treden in werking op 1 juli 2014.

Art. 11. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET